

# Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

*Pour la construction du parti de la classe ouvrière*

23 JUILLET 2022

N° 286

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

## INDEXER LES SALAIRES SUR LES PRIX



### Éditorial

AUGMENTATION DES PRIX : LES SALAIRES DOIVENT AUGMENTER ! ..... Page 3

**CIMAF :**  
POUR LES TRAVAILLEURS,  
RIEN NE VA !

Page 4

**CÔTE D'IVOIRE – MALI :**  
UN BRAS DE FER QUI  
RISQUE D'ENVENIMER  
LES RELATIONS ENTRE LES  
DEUX POPULATIONS

Page 10

**BURKINA FASO :**  
L'ANCIEN BOURREAU  
REVIENT SUR LE LIEU  
DU CRIME

Page 12

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<b><u>ÉDITORIAL :</u></b>	
- AUGMENTATION DES PRIX : LES SALAIRES DOIVENT AUGMENTER ! .....	3
<b><u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u></b>	
- CIMAF : POUR LES TRAVAILLEURS, RIEN NE VA ! .....	4
- COMBATTRE L'ALCOOLISME AU SEIN DE LA CLASSE OUVRIÈRE .....	4
- EXTPCE : IL FAUT UN VÉHICULE DE TRANSPORT CONVENABLE ! .....	4
- CGGC : SEULE LA LUTTE PEUT FREINER L'EXPLOITATION ET LA PRÉCARITÉ ! .....	5
<b><u>LEUR SOCIÉTÉ :</u></b>	
- MESURES DU GOUVERNEMENT CONTRE LA VIE CHÈRE : DU BLABLA !	6
- « <i>NOUVELLE TRÊVE SOCIALE</i> » ? GOUVERNEMENT ET SYNDICATS, AUX PETITS SOINS DES CAPITALISTES ! .....	6 - 7
- ILS SONT MÊME CHOSE : DES ENNEMIS DES PAUVRES ! .....	7
- MÉFIONS-NOUS DE CES FAUX AMIS QUI VEULENT NOUS ENDORMIR ....	7 - 8
- ABOBO DERRIÈRE RAIL, LA CIE PLONGE DES FAMILLES DANS LE NOIR	8
- LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, LE PREMIER MINISTRE FAIT SON CINÉMA .....	8 - 9
- BAGUETTE DE PAIN : LE POIDS DIMINUE MAIS PAS LE PRIX .....	9
- C'EST LE CAPITALISME QUI CRÉE LA MENDICITÉ ! .....	9
- FACE À LA CHERTÉ DE LA VIE, OPPOSONS L'INDEXATION DES SALAIRES SUR LES PRIX ! .....	10
- « <i>POLYGAMIE OPTIONNELLE</i> » : CES HOMMES EXPRIMENT LEUR MÉPRIS POUR LES FEMMES.....	10
- CÔTE D'IVOIRE – MALI : UN BRAS DE FER QUI RISQUE D'ENVENIMER LES RELATIONS ENTRE LES DEUX POPULATIONS .....	10
- BIG PHARMA : CHARITÉ BIEN ORDONNÉE.....	11
- BURKINA FASO : L'ANCIEN BOURREAU REVIENT SUR LE LIEU DU CRIME .....	12

AUGMENTATION DES PRIX : LES SALAIRES DOIVENT AUGMENTER !
--

Le Premier Ministre, veste ouverte, laissant apparaître son ventre bien tendu, a accordé une interview sur sa prétendue « *lutte contre la vie chère* ». Selon lui, le gouvernement déploie tous les moyens pour contenir la cherté de la vie. Son discours était d'autant plus long qu'il était surtout creux car destiné à endormir les travailleurs sur l'essentiel.

Du point de vue des intérêts des travailleurs, l'équation est simple : toute augmentation du prix de l'huile, de la farine, du sucre, du poisson, des produits maraichers, du loyer, du transport, etc. revient à diminuer leur salaire. La seule façon de compenser cette injustice serait d'augmenter d'autant les salaires, mais ceux qui gouvernent ce pays ne veulent surtout pas en entendre parler car ils défendent avant tout les intérêts des capitalistes qui tirent leurs profits de l'exploitation des travailleurs. Augmenter les salaires entraînerait une baisse de leurs profits.

Le gouvernement est prêt à faire quelques gestes symboliques de générosité en faveur de la population pauvre, mais les travailleurs ne demandent pas l'aumône ! Ils veulent tout simplement vivre décemment de leur travail ! Voilà pourquoi, la colère finira tôt ou tard par exploser !

Le gouvernement le sait. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle une négociation est ouverte entre gouvernement et dirigeants syndicaux pour signer une « *nouvelle trêve sociale* ». Tous ces dirigeants syndicaux, comme ces ministres, ne veulent pas entendre parler de luttes sociales car ils sont d'accord sur au moins un point fondamental, celui de la défense du système capitaliste. Ils se partagent tout juste les rôles. S'ils parviennent à trouver un accord, ils déclareront alors tout mouvement de grève comme étant illégal et espèrent ainsi décourager les travailleurs de se mettre en grève. Mais une force sociale en colère ne peut pas être arrêtée par un bout de papier que des défenseurs des intérêts capitalistes auront signé !

Dans tous les cas, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre capacité d'organisation, que ce soit sous forme de comité d'usine, comité de lutte, comité de grève, comité de zone industrielle, comité de quartier, etc. pour prendre eux-mêmes en main la défense de leurs intérêts contre les capitalistes !

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---



---

### **CIMAF : POUR LES TRAVAILLEURS, RIEN NE VA !**

---

La grogne est montée d'un cran parmi les travailleurs de CIMAF, une cimenterie basée à la zone industrielle de Yopougon. Et pour cause, une rumeur a circulé récemment à propos des bulletins de paye. Selon cette rumeur, les travailleurs auraient deux bulletins, l'un avec le bas salaire qu'ils perçoivent effectivement, et l'autre avec un salaire un peu conséquent qui reste dans les dossiers de la direction.

Vrai ou faux, toujours est-il que la question des salaires se pose en ce moment avec acuité car le coût de la vie a explosé. Les prix ont tellement grimpé que dès que le travailleur reçoit son petit salaire, il fond comme du beurre.

Il faut aux travailleurs une augmentation conséquente de salaire pour faire face aux prix qui flambent. Mais il faudra plus qu'une simple grogne pour l'obtenir.

---

### **COMBATTRE L'ALCOOLISME AU SEIN DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

---

On assiste aujourd'hui à une multiplication de débits de boissons alcoolisées, dans les quartiers ouvriers : les koutoukoudromes et autres Gbêlêdromes. Dans la commune de Yopougon, à petit Bouaké, Ayakro, An 2000, Micao ou encore Gesco, il suffit de faire quelques pas pour en trouver. Les dimanches, les jours fériés ou même pendant les temps libres des travailleurs, ces endroits font le plein. Certains y passent toute la journée et en ressortent complètement ivres. Auparavant il n'y avait que des plus âgés qui tombaient dans l'alcoolisme. Aujourd'hui, de plus en plus de jeunes deviennent irrécupérables. Tout cela est un signe de la dégradation générale des conditions d'existence de la classe ouvrière.

Avec les bas salaires, la misère, le chômage, de plus en plus de travailleurs tombent dans l'alcoolisme. Ils espèrent ainsi noyer les problèmes pendant un moment.

En plus de l'alcoolisme chronique qui peut transformer le travailleur en loque humaine, il y a des risques de maladies graves telles que la cirrhose du foie et même la mort immédiate, car malheureusement on déplore très souvent des morts dans les quartiers pauvres suite à une intoxication à l'alcool frelaté.

Pour mettre fin à cette dérive, la classe ouvrière va devoir prendre conscience de la nécessité de mener des luttes collectives pour améliorer ses conditions d'existence.

---

### **EXTPCE : IL FAUT UN VÉHICULE DE TRANSPORT CONVENABLE !**

---

Le chantier d'EXTPCE situé à PK 23 concerne la construction de la route reliant la commune de Songon à Pk23 sur l'autoroute du nord. Nous sommes plus de 70 travailleurs convoyés par deux véhicules 4x4 d'Anyama à PK23. Chaque véhicule prend un peu plus de 30 ouvriers dont 12 sont assis dos à dos sur un banc et le reste se débrouille sur les flancs du véhicule. Chaque matin et soir nous devons braver le vent et la poussière. Imaginons qu'un jour la portière arrière cède pendant que le véhicule est en pleine vitesse. Parfois la voiture du chef-

chantier vient en renfort ou bien certains font de l'auto-stop surtout à la fin de la journée. Le mal est grand quand l'un des véhicules tombe en panne. Dans ce cas, c'est parfois entre 23h et minuit que certains arrivent à la maison. Pour mettre fin à cette situation de surcharge et de risque que nous encourrons lors du trajet, il nous faut un car de transport. Nous ne devons pas cacher notre colère mais au contraire l'exprimer en nous organisant pour lutter afin de faire plier notre patron. Comme le dit un proverbe, « sous l'orage le tonnerre gronde et la pluie tombe ».

---

**CGGC : SEULE LA LUTTE PEUT FREINER L'EXPLOITATION ET LA PRÉCARITÉ !**

---

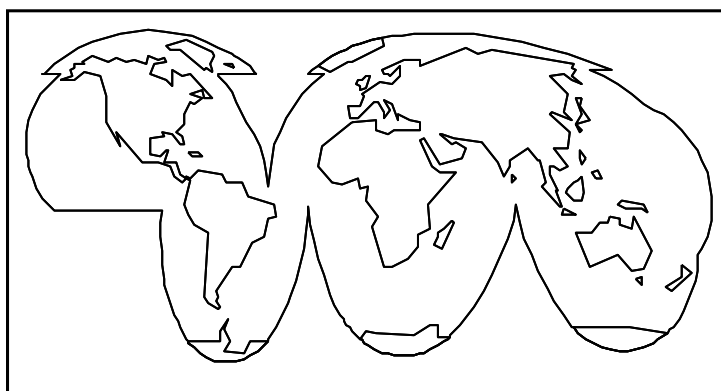
La CGGC est une entreprise chinoise qui exerce dans le BTP. Elle est chargée de la réalisation d'une partie de la « voie Y4 » appelée la « *voie de contournement de la ville d'Abidjan* ». Les travailleurs de cette entreprise sont au nombre de 380, ouvriers et manœuvres.

Les conditions de travail sont particulièrement mauvaises. Les manœuvres sont payés à 4200F par jour pour 9 heures de travail. Pour avoir les travailleurs à disposition, un certain nombre d'entre eux sont logés sur place dans des conditions exécrables, parqués comme du bétail.

Il y a deux mois, les travailleurs ont déposé une liste de revendications. La Direction n'y a donné aucune suite. Au contraire, elle est même passée à l'offensive, en basculant une partie de sa main-d'œuvre à des structures de placements. La précarité a encore augmenté. Des travailleurs sont renvoyés quotidiennement pour un oui ou pour un non.

Devant cette situation, les travailleurs n'ont pas d'autres choix que celui de s'organiser pour se préparer à la lutte et défendre leurs intérêts.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

# L E U R S O C I E T E

## MESURES DU GOUVERNEMENT CONTRE LA VIE CHÈRE : DU BLABLA !

Les prix ne cessent d'augmenter, même celui de l'aubergine et du piment ! Alors, le Premier ministre a répondu aux questions des journalistes de la Rti sur « *les stratégies* » du gouvernement pour lutter contre les augmentations des prix.

Il a commencé par expliquer que c'est le Covid et ensuite la guerre en Ukraine qui sont la cause de ces augmentations. Pour faire face à cette situation, il dit que son gouvernement est « *extrêmement réactif* », qu'il a « *pris des mesures vigoureuses* », que depuis que « la crise » a commencé, ce sont 400 milliards de francs de « *subvention* » que le gouvernement a décaissés, que « *les prix de 21 produits sont plafonnés* », que les prix sur les marchés et les boutiques sont régulièrement « *contrôlés* » et que « *87 millions de francs d'amendes* » ont été dressées contre les « *fraudeurs* ».

Comme le Premier ministre doit son poste à Ouattara, il a pensé bien faire en disant aussi que « *le Président de la République est un éminent économiste* » et qu'il a « *un plan de développement de l'agriculture jusqu'en 2030 pour permettre à la Côte d'Ivoire de produire localement ce qu'elle consomme* ». Sauf que cet argument est tout aussi creux que tout le reste. Il suffit de prendre l'exemple de l'huile de palme. Elle est bien produite localement mais cela

n'a pas empêché que son prix a aussi flambé !

Non, ce n'est ni le Covid, ni la guerre en Ukraine qui sont la cause des augmentations de prix. Ce sont les spéculations capitalistes dans un système économique en crise. Les gouvernements qui se succèdent au pouvoir sont non seulement impuissants devant ce phénomène, mais ils sont surtout là pour défendre les intérêts capitalistes.

Alors, quand le Premier Ministre conclut son propos en disant : « *faites-nous confiance* », il parle comme un arracheur de dents !

Eh bien non ! Les travailleurs n'ont aucune confiance à accorder au gouvernement dont la politique est de défendre les intérêts des riches contre les pauvres !

Le simple bon sens voudrait que les salaires des travailleurs soient augmentés proportionnellement à l'augmentation du coût de la vie. Sans cela, le peu qu'ils touchent sera anéanti par la montée des prix.

Mais les travailleurs savent d'expérience que les capitalistes n'augmenteront pas les salaires sans une force qui les y oblige. Cette force, c'est la puissance des travailleurs d'être ensemble dans la lutte !

## « NOUVELLE TRÊVE SOCIALE » ?

### GOUVERNEMENT ET SYNDICATS, AUX PETITS SOINS DES CAPITALISTES !

Le gouvernement a délégué le ministre de la fonction publique Anne Désirée Ouloto pour négocier une « *nouvelle trêve sociale* » avec les syndicats.

Cette ministre, quand elle était chargée de la « *salubrité* », avait « *déguerpi* » en son temps des bidonvilles à coups de bulldozer avec l'aide des forces armées, sans

égard pour les habitants, généralement les travailleurs et les populations pauvres.

Aujourd'hui, elle a changé de ministère et s'occupe maintenant de la fonction publique. Or, les petits fonctionnaires subissent eux aussi la cherté de la vie, et l'objectif du gouvernement est de les faire taire.

## L E U R S O C I E T E

C'est donc pour pouvoir déclarer demain toute éventuelle grève des travailleurs comme hors la loi que le gouvernement veut rapidement signer un accord avec les syndicats. Selon cette ministre, « 90% des préoccupations » avancées par les syndicats auraient déjà trouvé des solutions.

Un accord entre responsables syndicaux et gouvernement, c'est-à-dire entre

des dirigeants foncièrement au service des intérêts capitalistes, est une chose mais une explosion de colère des travailleurs en est une toute autre !

Comme partout dans le monde, les travailleurs auront alors en face d'eux les forces de police, de gendarmerie, voire de l'armée. Ils n'auront pas d'autre choix que celui de s'organiser en conséquence pour défendre leurs intérêts !

### ILS SONT MÊME CHOSE : DES ENNEMIS DES PAUVRES !

Le gouvernement et les partis politiques, Pdc, Fpi, Rhdp, Ppa-ci et autres, ont fait du tapage durant des mois sur la prétendue rencontre de « réconciliation » entre « l'ainé, le cadet et le petit frère ».

En tout cas, dans les quartiers des travailleurs, cette nouvelle n'a pas fait la une. Beaucoup disaient qu'ils ont organisé cette rencontre pour ne pas parler des vrais problèmes qui sont liés à la cherté de la vie et la montée de la pauvreté.

Ces politiciens professionnels parlent aujourd'hui de « réconciliation », mais ce sont eux-mêmes et leurs clans qui mettent régulièrement le pays à sang depuis une trentaine d'années pour arriver à la

mangeoire. Ce sont eux qui, avec leur politique de haine nationaliste, ethniste et xénophobe, versent le sang des pauvres.

Et les voilà, ces mêmes gens, qui s'amnistent maintenant mutuellement de tous leurs crimes et osent se présenter comme étant des « frères ». Oui, il y a de quoi avoir envie de vomir !

Ce n'est pas la première fois qu'ils nous font ce même cinéma. D'ailleurs, personne ne sera surpris de voir demain, à la place des trios Ouattara-Gbagbo-Bédié, des petits Ouattara, petits Gbagbo et petits Bédié, tout aussi nuisibles pour les travailleurs et les populations pauvres que leurs parrains.

### MÉFIONS-NOUS DE CES FAUX AMIS QUI VEULENT NOUS ENDORMIR

Quelques fois dans les véhicules de transport en commun, dans les rues et même dans les hôpitaux, nous rencontrons des religieux qui viennent nous appâter avec des sujets délirants.

Un de ces prêcheurs a eu le cynisme de raconter des histoires à dormir debout et de conclure que tous les maux que nous vivons, à savoir la cherté de la vie, les maladies, la guerre en Ukraine, etc. ne pourront pas être résolus par aucun homme mais plutôt par dieu. Ce monde et son lot de souffrances appartiennent selon lui à Satan. Il

demande donc aux gens de chercher la voie de dieu pour être sauvé.

Ce sont là des faux amis des travailleurs. Ils obscurcissent la conscience des travailleurs et les détournent de la bonne voie, celle de la lutte pour l'émancipation des opprimés. L'histoire démontre que tout changement est le fait de révolutions menées par la masse exploitée et opprimée. La vie chère, la flambée de prix des produits de consommation et autres pénuries artificielles sont les produits du système capitaliste en crise. Ils permettent aux capitalistes

# L E U R S O C I E T E

d'accroître leurs richesses en exploitant encore et encore la masse pour la réduire en état de pauvreté extrême. Pour mettre fin à

ces souffrances, il faut combattre le capitalisme jusqu'à sa disparition.

## ABOBO DERRIÈRE RAIL, LA CIE PLONGE DES FAMILLES DANS LE NOIR

Dans ce sous-quartier de la commune populeuse d'Abobo, la CIE est en train de procéder au blocage de la plupart des compteurs à carte qu'elle avait offerts en promo à 1000 FCFA. Des factures sont distribuées aux ménages ; les habitants qui avaient des compteurs à carte ont été doublement surpris. Les montants sont trop élevés et les délais de paiement trop courts pour la plupart d'entre eux. De ce fait, les uns après les autres, les ménages sont replongés dans le noir.

Cette situation se répète à l'identique dans tous les quartiers pauvres du pays où cette promotion de compteurs CIE a eu lieu.

Pourtant en 2014, le gouvernement ivoirien avait lancé avec faste le "Programme Électricité Pour Tous (PEPT)". Le but était de « *mettre fin au branchement frauduleux et faire en sorte que l'accès à l'électricité ne soit plus un luxe en Côte d'Ivoire* ». Le gouvernement et la CIE arguaient qu'avec 1000 F CFA, les ménages pouvaient désormais bénéficier d'un raccordement au réseau électrique national. Cela leur donnait droit à un kit comprenant le branchement, la vérification du réseau, les

disjoncteurs, les coffrets et des ampoules économiques.

Ce qu'ils ont omis de dire aux ménages, c'est que l'abonnement à 1000 F CFA était un abonnement à crédit. Et qu'après la pose du compteur, l'abonné avait 5 ans pour payer à chaque rechargement jusqu'à épuration des 190.000 F CFA au lieu de 130.000 FCFA pour un abonnement normal, soit 60.000 FCFA en plus. C'était un piège !

Comme les ménages qui ont souscrit à cette promotion de compteur à 1000 F étaient les plus pauvres, même après des années, il leur reste encore beaucoup à payer. Et depuis un certain temps, la CIE a commencé à réclamer son dû pour le remboursement du faux cadeau. Et tous les ménages qui ne sont pas en mesure de payer sont plongés à nouveau dans le noir. Entre-temps, la CIE en complicité avec le gouvernement, a fait durcir la loi sur l'utilisation des courants parallèles. Le vendeur et l'utilisateur encourent de lourdes amendes et des peines de prison.

Il faut toujours se méfier des cadeaux, surtout quand ils viennent des capitalistes !

## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, LE PREMIER MINISTRE FAIT SON CINÉMA

Le lundi 11 juillet 2022 était la 6<sup>ème</sup> édition de la « *Journée africaine de la lutte contre la corruption* ». À cet effet, le Premier ministre Patrick Achi a procédé au lancement du « *Système de Prévention et de Détection des Actes de Corruption et Infractions Assimilées* » (SPACIA). Il s'agit d'un site informatique de dénonciation des actes de corruption.

Officiellement en Côte d'Ivoire, la corruption coûterait à l'État plus de 1.300 milliards de FCFA par an. Et pourtant, il y a déjà un ministère chargé de la « *Promotion de la bonne Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption* ». Il y a aussi une « *Haute autorité pour la bonne gouvernance* » (HABG). Ces postes sont uniquement là pour



## L E U R S O C I E T E

caser ses amis et il faut croire qu'ils sont nombreux à vouloir être casé.

Quant à la véritable lutte contre la corruption, c'est une autre affaire bien loin de la volonté des dirigeants au pouvoir. Bien au

contraire, ils en vivent parce que la corruption fait partie intégrante du système capitaliste. Plus on monte dans la hiérarchie, plus ça sent la pourriture ! Pour cacher tout ça, il faut bien un peu de cinéma !

### BAGUETTE DE PAIN : LE POIDS DIMINUE MAIS PAS LE PRIX

Depuis le mois de février, le sac de farine a connu une hausse de prix. En réaction, les patrons de boulangerie ont aussi augmenté les prix de vente de leurs articles dont la baguette de pain.

L'État a donc décidé d'anticiper la grogne que cette augmentation de prix pourrait engendrer. Au Conseil des ministres du 30 mars 2022, le gouvernement a pris une mesure relative à la mise en vente, sur l'ensemble du territoire national, de deux types de baguette de pain, dont une baguette standard à 150 FCFA pour 174 grammes et une baguette dite « améliorée » à 200 FCFA pour 232 grammes. En fait, le gouvernement n'a pas empêché l'augmentation, il fait simplement obligation aux boulangers de proposer un

pain encore plus léger. Ce qui ne semble pas emballer ces derniers pour autant.

Par contre dans le même temps, le gouvernement a décidé de l'exonération des droits de douane pour les importateurs de blé et accordé une subvention en faveur des producteurs de farine boulangère à hauteur de 12,9 milliards de FCFA. Là c'est du concret quand il s'agit decadeauter les gros capitalistes tout en sachant que ces milliards ne serviront pas forcément à freiner l'augmentation des prix.

En vérité, toute la publicité et le tapage autour de l'affichage des prix dans les boulangeries c'est de la poudre aux yeux pour faire croire que l'État fait quelque chose pour les petites gens.

### C'EST LE CAPITALISME QUI CRÉE LA MENDICITÉ !

Les autorités municipales et policières ont organisé une rencontre avec la population d'Abobo au sujet des mendiants qui occupent les places publiques. Sous prétexte que ces mendiants pourraient être de potentiels terroristes, ils veulent les chasser des lieux publics. C'est confondre volontairement la lutte contre la pauvreté et la lutte contre les pauvres !

C'est la société capitaliste qui crée cette misère et réduit la majorité de la population à la mendicité. Cette situation ne fait que s'aggraver avec la cherté de la vie et le chômage.

Ce n'est évidemment pas en chassant les mendiants ou en le mettant en prison qu'on résout le problème de la mendicité. Pour cela, c'est le capitalisme lui-même qu'il faudra supprimer !

# L E U R S O C I E T E

## FACE À LA CHERTÉ DE LA VIE, OPPOSONS L'INDEXATION DES SALAIRES SUR LES PRIX !

Le 11 juin dernier, face à la cherté de la vie, le premier ministre a fait un point de presse.

Comme solution, il a créé une brigade de 308 agents et un numéro vert pour faire la chasse aux petits vendeurs qui ne respecteraient pas l'application des prix plafonnés sur les 21 produits subventionnés. Sauf que, prix plafonnés ou pas, l'augmentation est là.

Avant cette flambée de prix, les travailleurs avaient déjà du mal à terminer les

fins de mois. Pendant la crise du covid-19 ce sont les travailleurs qui ont payé chèrement le prix de la crise par des vagues de licenciements et de chômage technique. Par contre les patrons sont toujours arrosés à coups de milliards par l'État pour les aider à maintenir leurs bénéfices à la moindre difficulté.

Les travailleurs auraient raison d'exiger des augmentations conséquentes de salaires et que ceux-ci évoluent en même temps que les prix pour maintenir leur pouvoir d'achat.

## « POLYGAMIE OPTIONNELLE » : CES HOMMES EXPRIMENT LEUR MÉPRIS POUR LES FEMMES

Un député a proposé que la polygamie soit reconnue par la loi. Ces hommes veulent juste normaliser une situation : la majorité d'entre eux ont deux, trois et plus de « bureaux », c'est-à-dire plusieurs maitresses.

Dans cette société capitaliste, les femmes sont souvent des trophées pour des hommes qui les considèrent comme leurs

possessions ! Elles se retrouvent doublement exploitées, d'abord en tant que travailleuse puis en tant que femme !

Non content d'en avoir une à leur solde exauçant leurs désirs, ces députés veulent multiplier les esclaves à leur service. Il ne leur viendrait évidemment pas à l'esprit que les femmes puissent aussi avoir des relations sexuelles avec plusieurs hommes !

## CÔTE D'IVOIRE – MALI : UN BRAS DE FER QUI RISQUE D'ENVENIMER LES RELATIONS ENTRE LES DEUX POPULATIONS

Le 10 juillet dernier, 49 militaires ivoiriens ont été arrêtés à leur arrivée à l'aéroport de Bamako. Ils sont accusés par les autorités maliennes d'être des mercenaires alors que les autorités ivoiriennes affirment qu'il s'agit de soldats de l'armée ivoirienne agissant au Mali dans le cadre de la MINUSMA (Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Mali).

Chacun reste figé sur sa position et pour le moment les 49 soldats ivoiriens sont toujours maintenus en état d'arrestation. Combien de temps ce bras de fer va-t-il durer ? Ce qui est sûr c'est que cela risque

d'entraîner les deux États vers une détérioration de leurs relations déjà dégradées suite au blocus décidé par la CEDEAO contre le Mali, blocus qui a duré environ six mois et qui n'a été levé que le 3 juillet. Le problème c'est que l'irresponsabilité des dirigeants de ces deux pays voisins risque de créer des tensions entre les populations qui n'ont rien à voir avec cette bisbille entre les dirigeants au pouvoir. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à emboîter le pas de ceux qui veulent les diviser mais au contraire affirmer qu'ils ont les mêmes intérêts.

# L E U R S O C I E T E

## BIG PHARMA : CHARITÉ BIEN ORDONNÉE...

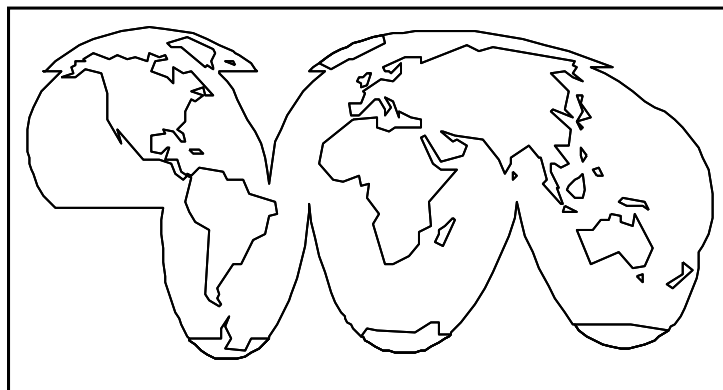
*(Article paru dans l'hebdomadaire Lutte Ouvrière du 22 juillet 2022 publié en France)*

Début juillet, Sanofi a annoncé le lancement de sa marque Impact, regroupant 30 médicaments vendus « à but non lucratif », dans les 40 pays les plus pauvres du monde.

Cette annonce suit celle du groupe Pfizer qui, en mai, parlait de vendre à prix coûtant ses médicaments dans les 45 pays les plus pauvres du monde. Pour Sanofi, il s'agit entre autres de médicaments contre la malaria, la tuberculose, d'insuline et de médicaments contre les troubles cardiovasculaires. Dans ces pays où une majorité de la population vit avec moins de 1,90 euro par jour, les classes populaires achètent fréquemment leurs médicaments dans la rue, à la pièce. Ce sont souvent des contrefaçons, parfois mortelles. Mais pour les groupes pharmaceutiques, cela représente surtout une partie du marché, certes la plus pauvre,

mais aussi la plus nombreuse, qui leur échappe. Pour Pfizer, comme pour Sanofi, ces accords aux airs humanitaires sont un moyen de répondre au problème en s'assurant des collaborations plus étroites avec les États et des liens avec les réseaux d'accès aux soins et de distribution. Cette annonce est d'autant plus choquante qu'en parallèle Sanofi a cessé de produire un vaccin contre la rougeole, maladie qui fait des ravages dans les pays pauvres. En 2021, Sanofi a réalisé plus de treize milliards d'euros de chiffre d'affaires, hors Europe et États-Unis. Même si l'Afrique pèse peu, pour les grands laboratoires étendre leur réseau est toujours bon à prendre, et le vernis humanitaire constitue un petit plus. Quant à la survie des populations les plus pauvres, ce n'est pas le « cœur de métier » de ces recoins de laboratoires.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

BURKINA FASO : L'ANCIEN BOURREAU REVIENT SUR LE LIEU DU CRIME
---

L'ancien dictateur du Burkina Faso, Blaise Compaoré, exilé en Côte d'Ivoire depuis 2014 auprès de son protecteur et ami Ouattara, prépare-t-il son retour à Ouagadougou ? Le nouvel homme de Ouagadougou, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, arrivé au pouvoir par le coup d'État du 24 janvier 2022 semble vouloir lui dérouler le tapis rouge pour l'accueillir en grande pompe.

Le 7 juillet dernier l'ex dictateur, affublé du titre de « sage », a été invité à Ouagadougou pour participer à un sommet d'anciens présidents du Burkina Faso au moment où le nouveau pouvoir en place a du mal à faire face à la montée en puissance des bandes armées terroristes. Il a aussi du mal à contenir la colère d'une partie de la population qui montre qu'elle en a marre d'assister à la valse des galonnés et des civils au sommet du pouvoir alors que le sort de la grande majorité ne cesse de se dégrader.

C'est à bord d'un avion affrété par le président ivoirien que Blaise Compaoré a effectué ce voyage éclair pour, dit-il, évoquer « les intérêts supérieurs de la nation » et prodiguer ses précieux conseils au nouveau dictateur burkinabè.

Après ce petit séjour qui lui a permis de tâter le terrain, Blaise Compaoré est revenu à Abidjan, toujours aux petits soins de son ami protecteur Ouattara. Quel sera l'étape suivante ? On verra.

Ce qui est sûr c'est que sa petite tournée à Ouaga n'a pas été du goût de tous, à commencer par ceux qui ont vécu et souffert de ses 27 années de dictature féroce. Durant son pouvoir, de nombreux opposants politiques, syndicalistes ou journalistes critiques ont été assassinés. C'est avec le

soutien de l'impérialisme français qu'il a exercé sa dictature. Son renversement suite à une puissante insurrection populaire a été vécu comme une fête par l'ensemble de la population. Son principal soutien qu'était l'armée l'a lâché et c'est en toute précipitation qu'il s'est enfui vers Abidjan. Ouattara lui a offert un passeport ivoirien et la garantie de ne pas être extradé en cas de demande des autorités burkinabè.

De nombreuses personnes ont été choquées, à juste raison, de voir cet assassin revenir sur le lieu du crime en toute impunité et être reçu avec faste alors qu'il a été condamné en avril 2022 pour l'assassinat de Thomas Sankara. Il a refusé de se présenter devant les juges et ceux-ci ont prononcé une peine de prison à perpétuité à son encontre. Trois mois plus tard, il vient narguer les juges qui l'ont condamné, avec la complicité des nouvelles autorités.

De nombreuses associations dont celle des magistrats et des victimes de la dictature de Blaise Compaoré ont réagi et publié un communiqué de protestation dont nous publions un extrait : « Voir un condamné sur qui pèse un mandat d'arrêt à Ouagadougou directement au palais présidentiel, ce n'est ni plus ni moins que l'injure. Une injure envers nous les familles des victimes mais aussi envers la mémoire des personnes assassinées le 15 octobre 1987. La place de Blaise Compaoré est en prison, pas dans les salons feutrés ». On ne peut que partager cette indignation.

En recevant de cette manière cet assassin, les nouveaux galonnés au pouvoir à Ouagadougou ont montré qu'ils ne sont pas différents de leur invité. Cela donne aussi une certaine idée de la nature du président ivoirien qui l'a toujours protégé.

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.